



**Chers Parents et amis-es,**



Ma circulaire de l'an dernier vous parlait abondamment de ces manifestations qui ont ébranlé Hong Kong pendant toute une année, manifestations d'abord pacifiques, puis qui ont dégénéré en actes de violence et de vandalisme. Ce mouvement de contestation, dont la durée s'est éternisée, a finalement plongé la cité dans la pire crise politique de son histoire.

**Et quelle a été la réaction de Beijing** face à tout cela?

On peut dire que, jusqu'au début de 2020, Beijing est resté relativement silencieux devant la crise socio-politique qui secouait Hong Kong, se contentant d'affirmer que le gouvernement local avait toujours son appui, et que c'était à lui que revenait la tâche de trouver les solutions pour sortir de la crise et restaurer le calme dans la cité. Il n'en demeure pas moins que cette opposition grandissante contre le gouvernement de Hong Kong et contre celui de la Chine avait déjà contribué à poser le plus grand défi populaire au président chinois, Xi Jinping, depuis son arrivée au pouvoir en 2012.



Mais avec le temps, sans que le mouvement de contestation ne s'apaise et sans que l'on réussisse à rétablir l'ordre social à Hong Kong, les autorités chinoises commençaient à manifester leur impatience devant la non-résolution de cette crise, qui avait déjà passablement terni l'image internationale de Beijing. Mais ce qui semble avoir fait « déborder la coupe » et inciter Beijing à intervenir plus directement fut le résultat des élections des Conseils de District de Hong Kong

le 24 novembre 2019. Les candidats de l'opposition pro-démocratique y remportaient une écrasante victoire contre leurs rivaux pro-Beijing, en ravissant 17 des 18 Conseils de District. Indirectement il s'agissait d'une victoire non seulement des forces démocratiques, mais aussi de tout ce mouvement de contestation contre Beijing et contre le gouvernement local, qui y voyait un appui à leur mouvement. Mais comme Beijing d'un côté avait graduellement perdu confiance en la capacité de la législature locale de réintroduire et d'appliquer sur son territoire un projet de loi sur la sécurité nationale, et d'un autre côté devenait de plus en plus impatient face au peu de performance des représentants locaux de l'autorité, le temps d'une approche plus musclée de la part du pouvoir central semblait donc de plus en plus justifié et ne pouvait plus attendre.

Ainsi dès février 2020, dans un geste surprise, le gouvernement central durcissait le ton en nommant un nouveau directeur de son Office de Liaison à Hong Kong, un vieux politicien, artisan de la ligne dure, reconnu pour son attitude de non-compromission et pour avoir appliqué avec une poigne de



fer des mesures disciplinaires dans d'autres régions de la Chine. Ce remaniement exprimait aussi clairement la détermination de Beijing de réajuster sa politique d'intégration vis-à-vis Hong Kong, ainsi que la nécessité d'y assurer désormais un contrôle total en ne permettant plus à des éléments jugés rebelles de défier ouvertement l'autorité du Parti Communiste sous prétexte de revendications démocratiques de liberté et de droits humains.



Par le biais de différentes déclarations politiques sans précédent, les mois qui ont suivi ont lentement et graduellement préparé les esprits à ce qui allait venir : l'imposition par Beijing de la loi sur la sécurité nationale. **Le rouleau compresseur de Beijing était déjà en marche et rien ne pouvait plus l'arrêter.** La nouvelle loi sur la sécurité nationale entrainait en vigueur et devenait opérative tard dans la journée du 30 juin 2020, soit un peu plus d'un an après le début des manifestations monstres dans l'ex-colonie

britannique contre l'ingérence de Beijing. La Chine a défendu son geste en affirmant que le mouvement de protestation avait déjà posé une grave menace à la sécurité nationale, et que la législation était donc nécessaire et avait déjà trop tardé. La Chine aura donc réussi à imposer en quelques semaines seulement ce texte de loi, en contournant complètement le gouvernement local. Un geste qui mérite de retenir l'attention, puisqu'il pourrait s'avérer lourd de conséquences pour l'avenir. L'argumentation avancée par Beijing est que les problèmes et défis rencontrés par Hong Kong au cours de la dernière année, et qui ne semblaient pas trouver d'apaisement raisonnable, ont incité Beijing à adopter la législation au niveau national, au lieu de compter sur la législation locale pour promulguer sa propre loi de sécurité nationale, probablement conscient que Hong Kong à lui seul n'y parviendrait jamais.

**Mais qu'en est-il exactement de cette loi sur la « sécurité nationale »?** En principe, cette loi permet de réprimer quatre types de crimes contre la sécurité de l'état : subversion, séparatisme, terrorisme et collusion avec des forces extérieures. Or dans les faits, moins de 24 heures après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi imposée par Beijing, les forces policières de Hong Kong avaient déjà procédé aux premières arrestations, soit plus de trois cents personnes accusées pour la plupart de rassemblement illégal. Leur crime? Avoir marqué dans la colère, lors d'un rassemblement interdit, le 23<sup>ème</sup> anniversaire de la rétrocession de l'ex-colonie britannique à la Chine. Cette nouvelle législation fait donc craindre à l'opposition hongkongaise un recul des libertés civiles qui jusqu'à maintenant distinguaient Hong Kong des autres villes du continent. Depuis plus de vingt ans, Hong Kong jouissait en effet d'une large autonomie à comparer aux autres villes de Chine, mais tout ceci semble maintenant sérieusement menacé. De toute évidence la loi sur la sécurité nationale a créé et continue de provoquer une vague de préoccupation, d'anxiété et de peurs parmi tous les activistes pro-démocratie à Hong Kong.



Avec l'imposition de la loi sur la sécurité nationale, on a vu **un retour à l'ordre social sur la place publique, mais à quel prix?** Selon que les gens soient pour ou contre cette loi, ils en voient bien différemment les conséquences.

Pour les autorités de Beijing, la loi était une nécessité, la seule façon de rétablir l'ordre social à Hong Kong et de mettre fin à des mois de violence, de destruction et de vandalisme. Il s'agissait tout simplement d'assurer

la stabilité de Hong Kong et de mettre fin au vandalisme ayant émaillé les manifestations de 2019, ainsi que d'y réprimer le courant militant pour l'indépendance. Dans la foulée de l'adoption de cette loi, le gouvernement chinois affirmait que la promulgation de cette loi ne visait qu'à lutter contre les très rares criminels, éléments extrêmes et fauteurs de trouble, qui mettaient gravement en danger la sécurité nationale, et non contre l'ensemble de la population. Pour la Cheffe Exécutive de Hong Kong, Carrie LAM, la loi contribuait à protéger la majorité de la population qui respecte les lois, et constituait la décision la plus importante pour renforcer la structure et le principe « un pays deux systèmes ».



Au contraire pour les forces démocratiques, la loi venait définitivement confirmer la mort du principe « un pays deux systèmes », la répression de toute opposition politique, ainsi que la diminution des libertés démocratiques à Hong Kong. La nouvelle loi aura donc comme conséquence de limiter considérablement la

liberté d'expression, en invitant les médias à exercer d'eux-mêmes l'auto censure, sinon ils perdront leur droit d'exister.

Comme autre conséquence de cette nouvelle loi imposée à Hong Kong, les gens ont été témoins au cours des derniers mois de **quelques décisions surprise de la part du gouvernement local** qui semblent en dire long sur l'avenir :

- *D'abord l'ajournement des Élections Législatives*

Ces élections devaient originellement avoir lieu le 6 septembre 2020. Or le 31 juillet, la Cheffe Exécutive, Carrie LAM, annonçait à la surprise de tout le monde l'ajournement de ces élections pour une année entière, soit jusqu'au 5 septembre 2021, prétextant que la raison en était la réapparition de quelques cas de Covid-19, et ajoutant que la décision avait le support de Beijing. Bien sûr, un discours creux auquel personne n'a cru, même si la dirigeante a nié tout calcul politique lié à cette décision.

La vraie raison est probablement que Beijing ne voulait absolument pas voir se répéter à brève échéance le balayage électoral et la victoire écrasante des forces pro-démocratiques, tel que vécu en novembre 2019 lors des élections des Conseils de District. De plus les partis pro-Beijing n'espéraient toujours pas récolter un immense appui lors de ces élections du Conseil Législatif, alors que les forces pro-démocratie au contraire espéraient y remporter une majorité de sièges, ce qui serait alors interprété comme un autre appui populaire au mouvement de protestation contre le gouvernement local et contre celui de Beijing.



L'ajournement d'un an des élections législatives a donc été perçu par les forces démocratiques comme un coup bas, agressivement orchestré par Beijing, pour contrecarrer l'élan de l'opposition grandissante concernant l'imposition jugée trop rapide de la loi sur la sécurité nationale, et pour neutraliser avec le temps et l'usure les forces du mouvement pro-démocratie.

- *Le report d'un mois du « Policy Address ».*



L'adresse politique annuelle, genre Discours du Trône, devait être délivrée par la Cheffe Exécutive devant la législature de Hong Kong le 21 octobre 2020. Or quelques jours avant l'événement, la dirigeante de Hong Kong prenait par surprise même ses ministres les plus proches par l'annonce du report de l'adresse politique. La raison évoquée? Elle aurait été

soudainement invitée par le gouvernement central à se rendre à Beijing pour y participer à des rencontres à la fin d'octobre. La « courte » explication justifiant cet ajournement en dit « long » sur la désormais nature des relations entre Hong Kong et Beijing. Au cours des années précédentes, les intérêts de Hong Kong avaient la priorité, or il semble que cette façon de faire soit maintenant du passé.

Beijing affirmait pour sa part qu'il serait mieux que l'adresse politique de 2020 prenne en considération la stratégie de développement national des cinq prochaines années dans son ensemble, et y soit étroitement incorporée. Les forces de l'opposition ont vu pour leur part dans ce désir de l'autorité centrale d'un ajustement de l'adresse politique de Hong Kong au plan de développement de cinq ans de la nation, un signe évident de l'implication et de l'engagement de plus en plus direct des autorités de Beijing dans les affaires concernant la gouvernance de la cité.



En guise de conclusion, disons qu'il est difficile de ne pas croire que ces quelques gestes et décisions surprises de la part du gouvernement de Hong Kong n'aient pas été tout simplement motivés par le désir de s'ajuster aux volontés du nouveau maître. Et serait-il possible que Hong Kong ne connaisse plus jamais de vraies élections? L'avenir le dira, mais de toute évidence il semble que le Parti Communiste n'ait jamais été très intéressé à entendre et à reconnaître la voix du peuple.

Une autre conséquence de l'imposition de la loi sur la sécurité nationale et de ses possibles répercussions est **l'indépendance du système judiciaire de Hong Kong se voit sérieusement menacée.**

Malgré tout, la cheffe de l'exécutif local à Hong Kong a affirmé qu'en dépit de la loi sur la sécurité nationale les libertés de Hong Kong ainsi que l'indépendance de la justice seront préservées. Pour sa part, le gouvernement chinois a assuré que la nouvelle loi sur la sécurité nationale n'affectera pas les libertés à Hong Kong, ni l'indépendance du système judiciaire dont jouit Hong Kong. Par contre, si le gouvernement central se réserve le droit de juridiction dans certains cas et sous certaines circonstances, ceux qui oseront violer la nouvelle loi seront passibles d'extradition vers le continent chinois pour y subir un procès judiciaire



entièrement sous les auspices du Parti Communiste chinois, et de faire ainsi face à un maximum d'emprisonnement à vie. Or avec une telle mise en garde et de telles possibles réalités, peut-on encore parler d'une complète indépendance du système judiciaire à Hong Kong ? Il est permis d'en douter sérieusement.

Il semble donc évident que toute attaque contre l'indépendance du système judiciaire de Hong Kong sera perçue comme un coup dur à la réputation et au statut de la cité comme centre financier international sous la règle de la loi. Il pourrait s'en suivre une perte de confiance des investisseurs étrangers, ainsi que la relocalisation ailleurs en Asie de centaines de corporations internationales ayant actuellement leur siège social à Hong Kong, ce qui poserait un sérieux risque à la prospérité de Hong Kong à long terme.



## **L'Église de Hong Kong, une Église de plus en plus divisée et sous pression.**

Depuis l'imposition de la loi sur la sécurité nationale le 30 juin 2020, certaines déclarations officielles des autorités de l'Église catholique à Hong Kong ont laissé un certain nombre de fidèles perplexes et peu rassurés.

Tout d'abord au début d'août, donc à peine cinq semaines après l'imposition de la loi sur la sécurité nationale, l'autorité des institutions catholiques d'éducation à Hong Kong envoyait une lettre à toutes les écoles catholiques du diocèse, les invitant à promouvoir et à encourager une juste reconnaissance de la loi sur la sécurité nationale, et à suivre fidèlement les nouvelles instructions et pratiques introduites depuis l'imposition de la loi. La lettre mettait également en garde les professeurs et les administrations d'écoles contre la politisation et la promotion unilatérale de messages politiques, positions ou points de vue susceptibles de ne pas plaire à Beijing. Mais le simple fait que les autorités catholiques ressentent le besoin d'exprimer publiquement leur volonté de se conformer à la nouvelle loi semble en dire long sur la croissante incertitude et préoccupation de l'Église de Hong Kong au sujet des plans de Beijing concernant l'avenir de ses écoles.



Puis le 28 août, l'administrateur apostolique du Diocèse, le Cardinal John Tong, publiait une lettre pastorale demandant aux prêtres du diocèse d'user de prudence dans leurs prédications, de ne pas faire usage de déclarations diffamatoires et offensives, et surtout d'éviter d'offenser les autorités de Beijing. Une invitation qui a laissé perplexes bon nombre de pratiquants à Hong Kong. Plusieurs personnes croient que cette lettre pastorale a été influencée et même dictée par l'administration locale sous le contrôle de Beijing, et que, en même temps, le diocèse de Hong Kong ne veut pas se voir en situation de confrontation avec le gouvernement central.

Enfin le 21 septembre, le Cardinal John Tong publiait une deuxième lettre pastorale intitulée « En communion avec l'Église ». La lettre souligne quelques vérités évangéliques, comme par exemple, comment pouvons-nous partager avec les autres l'amour de Dieu pour nous, si nos cœurs sont remplis de haine? Comment pouvons-nous partager avec autrui confiance et espoir en l'avenir, si nos cœurs et nos esprits sont remplis de découragement, de désespoir et de ressentiment? Mais en même temps la lettre a suscité beaucoup d'opposition, principalement en ce qui concerne la non reconnaissance implicite du droit du Peuple de Dieu à une attitude de dissidence et même de critique envers l'autorité de l'Église lorsque jugée nécessaire.

Somme toute, ces trois déclarations officielles des autorités de l'Église catholique au cours des derniers mois ont questionné bon nombre de croyants. Depuis l'imposition de la loi sur la sécurité nationale, l'Église semble être devenue bien frileuse et préoccupée avant tout de ne pas déplaire à l'autorité de Beijing, ce qui semble mettre dangereusement en veilleuse le rôle prophétique de l'Église.

Comme conséquence, la majorité de la jeunesse et bon nombre de croyants progressistes ne cachent donc pas, en ces temps difficiles, leur désappointement vis-à-vis cette attitude des autorités de l'Église catholique qu'ils

jugent beaucoup trop conciliante. Beaucoup ont l'impression que l'Église s'avoue trop facilement vaincue, en reconnaissant et en acceptant à priori les volontés de Beijing de voir le diocèse de Hong Kong complètement sous leur contrôle. La brutale réalité semble être que les jours d'indépendance du diocèse de Hong Kong sont maintenant comptés, et que le futur à court et à long terme de l'Église catholique à Hong Kong est déjà compromis. Avec le désir accru de Beijing de contrôler et de mettre au pas la cité, l'arrivée et l'implantation officielle dans le diocèse de Hong Kong de l'Association Patriotique Catholique Chinoise, cet organisme d'état visant à contrôler l'Église, semble n'être plus maintenant qu'une question de temps. La crainte grandissante parmi les catholiques de Hong Kong est donc de se voir imposer cette Association Patriotique, ce qui ne ferait que reproduire sur le territoire de Hong Kong la situation déjà existante et vécue sur tout le continent chinois, en y plaçant de plus en plus de restrictions sur la vie des croyants et de leurs familles. Il est important de rappeler ici que, sur une population de 7.5 millions d'habitants, Hong Kong compte 900,000 chrétiens pratiquants, soit 12% de la population, quelques 500,000 étant catholiques, le reste appartenant à différentes dénominations protestantes.

### **Hong Kong, un diocèse sans évêque depuis presque deux ans**

Une autre question qui rend perplexe et qui divise les catholiques de Hong Kong est la fait que le diocèse de Hong Kong soit toujours sans évêque depuis le décès de Mgr Michael Yeung au début de janvier 2019. Où est donc le problème?

Avec les discussions secrètes entre la Chine et le Vatican depuis plus de deux ans sur la question de la nomination des évêques, et plus récemment avec la volonté de Beijing de s'impliquer plus directement dans les affaires de la cité, beaucoup se demandent qui, de Rome ou de Beijing, va décider du choix du futur évêque de Hong Kong.



Au lieu d'installer rapidement un nouvel évêque à Hong Kong, le Pape François a préféré y nommer le prédécesseur de Mgr Yeung, le Cardinal John Tong, comme administrateur apostolique. Et les choses traînent depuis ce temps-là. La catholicité semble profondément divisée sur le choix du nouvel évêque. Évêque auxiliaire depuis 2014, Mgr Ha Chi-Shing semble avoir été mis de côté pour ses vues trop critiques du gouvernement de Beijing, et pour avoir été un ardent supporteur du mouvement pour plus de liberté et de démocratie à Hong Kong. Beijing

s'opposerait à sa nomination. Pourtant il aurait l'appui de la jeunesse en général ainsi que des catholiques progressistes. Mais on lui préférerait un des anciens vicaires généraux du défunt Mgr Yeung, un prêtre diocésain reconnu comme étant plus près de Beijing, et donc qui conviendrait davantage au gouvernement central. Et pour expliquer le retard de la décision à venir, des rumeurs circulent à savoir que le Vatican accorderait trop de considération politique et pas assez de préoccupations pastorales dans le processus de cette nomination.

Or plus le temps passe, plus le désaccord semble s'installer et même s'approfondir entre les supporteurs de l'un ou l'autre candidat, ce qui n'est pas bon signe pour l'avenir de l'Église de Hong Kong. De toute façon, que le nouvel évêque soit pro-Beijing ou pro-Hong Kong, il héritera d'une Église profondément divisée, en

plus d'être constamment sous pressions des autorités politiques de la Chine, et d'avoir en quelque sorte les mains liées.

## La Chine et le Vatican

Il est aussi fort possible que le délai à nommer un nouvel évêque à Hong Kong soit indirectement lié à une autre question qui a fortement retenu l'attention au cours de la dernière année, à savoir le renouvellement ou non de l'accord provisoire de deux ans sur la nomination des évêques en Chine, entente qui avait été conclue entre la Chine et le Vatican le 22 septembre 2018. Cet accord provisoire avait alors été accueilli comme une percée historique, puisqu'après des décennies de relations troubles et de rupture de relations diplomatiques depuis 1951, Beijing se disait prêt à partager son autorité avec le Pape au sujet de la gestion de l'Église catholique en Chine.



Or le Vatican annonçait le 22 octobre 2020 que cet accord venait d'être prolongé de deux ans. Le Saint-Siège se félicite de cet accord qu'il juge d'une valeur ecclésiale et pastorale fondamentale et d'une importance vitale pour la vie de l'Église dans ce pays. Le but principal de cet accord provisoire est de reconstituer la pleine et visible unité de l'Église, une Église qui compte environ 12 millions de catholiques, pratiquement répartis à part égale entre communautés non-officielles (souvent appelées sous-terraines et qui sont toujours restées fidèle à l'autorité du Pape) et communautés officielles, sous le contrôle de cet organisme d'état qu'est l'Association Patriotique Catholique Chinoise.

Rome ne cesse de répéter que, pour la première fois après tant de décennies, tous les évêques en Chine sont maintenant en communion avec l'évêque de Rome, et que, grâce à la mise en œuvre de cet accord, il n'y aura plus en Chine d'ordinations épiscopales illégitimes, mettant donc fin officiellement à l'ordination d'évêques avec l'appui du gouvernement, mais sans l'approbation du Vatican. L'accord reconnaît en effet que c'est au Pape à qui revient le dernier mot dans la nomination d'un évêque.

Avec le renouvellement de cet accord, le Vatican entend donc continuer à améliorer ses relations avec la Chine, en poursuivant un dialogue ouvert et constructif. Bien que l'accord ne concerne que la nomination des évêques, le Saint-Siège reconnaît que, dans la vie de l'Église catholique en Chine, il reste encore beaucoup d'autres problèmes qui ne peuvent pas être réglés pour le moment. Mais la question de la nomination des évêques revêtait une importance particulière, puisque selon Rome, c'est le problème qui a fait le plus souffrir l'Église catholique en Chine ces soixante dernières années, et qu'il fallait résoudre définitivement.

Il n'en reste pas moins qu'après deux ans d'expérimentation de cet accord, une vingtaine d'évêques de l'Église sous-terraine ne serait toujours pas reconnu par le gouvernement chinois. Le problème est, qu'aux yeux de Beijing, leur reconnaissance doit suivre une approbation écrite de joindre les rangs de l'Association Patriotique, ainsi qu'une promesse de loyauté et d'obéissance à l'autorité du Parti Communiste, ce qui ne va pas de soi pour les personnes concernées.

Conscient que bon nombre de situations sont encore source de sérieuses souffrances pour l'Église de Chine, le Saint-Siège dit en tenir compte et ne pas manquer d'y attirer l'attention du gouvernement chinois pour favoriser un exercice plus fructueux de liberté religieuse. Finalement le Vatican aura donc décidé, malgré les déceptions et frustrations, de maintenir le dialogue et d'adopter une attitude conciliatrice et discrète dans le but d'éviter toute confrontation avec la Chine.

Il n'en demeure pas moins que même avant le renouvellement de l'accord, à la lumière des récents événements survenus à Hong Kong, et plus particulièrement au Xinjiang dans le nord-ouest de la Chine, plusieurs voix s'étaient fait entendre, exprimant préoccupations et critiques. Beaucoup ne comprennent pas comment le Pape François, tout en étant si vocal au sujet de n'importe laquelle issue sociale de ce monde, peut rester si silencieux au sujet des injustices commises actuellement dans l'Empire du Milieu. À leur point de vue, si Rome ferme les yeux sur les violations des droits humains et de la liberté religieuse perpétrées actuellement en sol chinois, et simultanément accepte de renouveler cet accord provisoire avec Beijing, il s'expose à une réelle perte de son autorité morale, puisqu'il se passe actuellement en Chine des faits qui ne peuvent pas être traités légèrement, mais qui semblent tout simplement être ignorés par le Vatican. Or si la légitimité et la capacité du Saint-Siège d'intervenir dans les affaires mondiales réside principalement dans son autorité morale, on peut se demander si en renouvelant cet accord avec la Chine, le Vatican ne serait pas en train de perdre son autorité morale.

D'autres voix critiques s'accordent à dire que les deux premières années de cet accord ont produit si peu en termes d'amélioration des relations entre les deux parties, et que les résultats positifs en sont si peu nombreux, que son renouvellement n'en valait pas la peine. Il est tout à fait vrai en effet que l'accord n'a pas donné au cours des deux premières années les résultats espérés. L'accord n'a donc pas été renouvelé sans résistance de la part d'une bonne part de la catholicité, qui considère qu'il s'agit d'un très mauvais moment pour adopter une attitude si conciliante vis-à-vis le gouvernement chinois.

Plusieurs voix critiques craignent que le renouvellement de cet accord n'ait servi qu'à acheter le silence du Pape François sur les abus contre les droits humains ainsi que sur la répression de la religion en Chine. Le désir quasi-obsessif du Saint-Siège à normaliser les relations avec la Chine se ferait donc aux dépens de son droit de parole contre les persécutions religieuses qui y sévissent et contre les terribles violations des droits humains les plus fondamentaux.

Les attaques les plus sévères à l'intérieur de l'Église ne pardonnent tout simplement pas au Pape François d'avoir accepté de partager son pouvoir avec un état communiste, et à ne pas avoir compris qu'on ne peut accepter aucun compromis avec le Parti Communiste. On accuse donc le Pape François avec cet accord d'avoir renié le clergé de l'Église non-officielle, dont plusieurs de ses membres ont écopé dans le passé de lourdes peines d'emprisonnement pour être restés fidèle à Rome, et d'avoir contribué ainsi à tuer l'Église sous-terraine. Or, malgré le renouvellement de cet accord, le problème du Vatican est qu'une partie importante du clergé de l'Église non-officielle, dite sous-terraine, reste perplexe et peu enclin à accepter les désirs de Rome de mettre de côté et d'oublier les décennies de persécution religieuse, et de se soumettre au contrôle et aux exigences de l'Association Patriotique. En ce sens, l'accord récemment renouvelé ne ferait qu'aggraver les divisions entre les communautés officielles et non-officielles.

Pour ces voix les plus critiques, avec le renouvellement de cet accord, c'est Beijing qui est désormais en charge de l'Église catholique en Chine, et le Vatican y a été réduit à n'être qu'un silencieux opposant du régime chinois. Le Parti Communiste y aurait donc obtenu une reddition complète de la part des autorités de l'Église catholique en ce qui concerne la gestion et la direction de l'Église. Plusieurs voix en Chine même s'entendent pour dire que le Vatican ne comprend pas la vraie réalité de l'Église en Chine.



En guise de conclusion, même si bon nombre de catholiques considèrent que le renouvellement de l'accord n'est pas en soi cause d'optimisme et d'enthousiasme, Rome continue de soutenir le fait que l'accord a permis de rétablir des relations diplomatiques après près de soixante-dix ans de rupture, et qu'en soi il s'agit là d'un élément positif. Bien sûr plus de temps sera nécessaire pour construire une confiance mutuelle, et il serait trop ambitieux d'y espérer des résultats immédiats. L'accord permet de garder ouverte la voie du dialogue. Ce qui est en jeu pour le Saint-Siège dans cette relation controversée et critiquée par plusieurs est la souveraineté de l'Église, et Rome est conscient que cet idéal de souveraineté de l'Église, avec ses ramifications économiques, politiques, théologiques et ecclésiales, est en soi une tâche jamais terminée.

### Le rêve de Hong Kong ne s'est pas réalisé

Jésus à plusieurs reprises dans les Évangiles souligne ce qu'en coûtera à tous ceux qui voudront bien devenir ses disciples: ils devront se renier eux-mêmes, porter leur croix et le suivre. Donc décider de suivre le Christ, c'est inévitablement accepter de souffrir incertitude, difficulté, harcèlement et même persécution. Or au regard de la réalité socio-politique actuelle de Hong Kong, peut-on imaginer que c'est probablement ce qui attend et ce qui sera demandé aux chrétiens de Hong Kong dans les années à venir? Serait-il possible que, dans le plan de Dieu, le temps soit arrivé pour l'Église de Hong Kong de découvrir ce qu'implique d'être vrai disciple du Christ et d'en payer inmanquablement le prix?



Avec son expérience passé de succès et de prospérité, la population de Hong Kong en était arrivée à penser qu'elle serait toujours gagnante; or faisant face maintenant au pouvoir et au contrôle de plus en plus sévère du gouvernement central, les gens de Hong Kong découvrent qu'ils sont en train de devenir perdants, et conséquemment sont actuellement remplis de peur à l'idée de perdre graduellement ce qu'ils ont tant chéri, leur liberté et leur prospérité.

Une autre page d'Évangile pourrait nous aider à comprendre ce qui est en train de se produire à Hong Kong. Selon l'évangéliste Matthieu (16, 21-24), Simon Pierre avait accueilli avec joie la révélation de Jésus comme Messie et Fils de Dieu, mais avait aussitôt rejeté du revers de la main la révélation au sujet d'un Messie souffrant. Le rêve de Pierre, conformément à la tradition et à l'expectation populaire du temps, était que le Messie serait un grand chef militaire, un autre roi David, qui contribuerait à rétablir Israël dans son ancienne grandeur politique et gloire militaire. Or le rêve de Pierre au sujet d'un Messie non souffrant ne s'est pas réalisé, puisque ce n'était pas le plan de Dieu.

Or il semble qu'au cours des 20-25 dernières années, la population de Hong Kong ait tout simplement répété, au sujet de Hong Kong et de la Chine, la méprise ainsi que l'incompréhension de Pierre, en rêvant qu'avec 1997 et la rétrocession de Hong Kong à la Chine, ce serait la prospère Hong Kong qui influencerait et entraînerait la Chine entière dans la bonne direction, et ce serait tout le continent chinois qui allait devenir comme Hong Kong, découvrant petit à petit et jouissant de plus en plus de liberté, de démocratie et de respect des droits humains. Or de toute évidence, le rêve de Hong Kong ne s'est pas réalisé. Au contraire, c'est Hong Kong qui est en train de devenir tout simplement comme une autre ville de Chine, sous le contrôle et la dure autorité du pouvoir central.

Du point de vue religieux, l'Église de Hong Kong semble aussi avoir commis la même erreur et entretenu le même rêve irréaliste, croyant qu'en devenant une Église-pont (a bridge Church) pour toute la Chine, elle contribuerait à y répandre largement le Christianisme et à convertir toute la Chine. Or encore une fois, au cours des quelques dernières années, on a plutôt été témoin de l'effondrement graduel de ce pont, puisque la chrétienté en Chine est maintenant davantage en danger qu'elle ne l'était il y a vingt ans, se voyant de plus en plus sévèrement contrôlée. Et de plus en plus de missionnaires étrangers, qui étaient retournés en Chine au cours des vingt dernières années, et qui par différents moyens et différents types de présence essayaient d'y répandre le Christianisme et de convertir la Chine, se sont vus petit à petit, et se voient de plus en plus, refuser le renouvellement de leur permis d'entrée en Chine.

Le rêve de Hong Kong ainsi que le rêve de son Église ne se sont tout simplement pas réalisés parce qu'ils n'étaient pas conformes au plan de Dieu. Mais quel est ce plan de Dieu pour Hong Kong et son Église? Voilà la question à laquelle les gens de Hong Kong et principalement les chrétiens devront essayer de répondre dans les mois et années à venir. Une chose reste claire, dit Jésus dans Matthieu 16, 24 : « Si quelqu'un veut venir à ma suite, qu'il se renie lui-même, qu'il se charge de sa croix et qu'il me suive ».



### **Prospectives immédiates pour l'Église de Hong Kong et sa mission pour les années à venir**

Tout d'abord il semble bien que les années de lustre et de gloire de l'Église de Hong Kong soient désormais du passé. Même si ce n'est probablement pas pour demain que les autorités chinoises vont commencer à arracher les croix du toit des églises comme c'est le cas dans certaines régions de Chine, il est à prévoir que de multiples pressions subtiles se multiplieront sur toutes les instances de l'Église. L'autorité de l'Église sur ses écoles, ses hôpitaux et même ses différents services sociaux se verra graduellement grugée, jusqu'à ce que le tout soit complètement sous le contrôle de l'état comme c'est le cas en Chine. Ainsi aussi longtemps que le Parti Communiste Chinois aura les clés du pouvoir en Chine, l'Église de Hong Kong perdra petit à petit le contrôle sur la gestion et l'administration des œuvres qui ont fait sa gloire, sa fierté et sa réputation dans les années passées.

L'arrivée de l'Association Patriotique à Hong Kong et de toutes ses ramifications sur la vie de l'Église sera une autre source de division au sein du clergé et de la catholicité en général. Et comme c'est la réalité en Chine, il est à prévoir que, pour refuser de se soumettre complètement aux volontés du nouveau maître, le jour viendra où des croyants et même des membres du personnel religieux seront victimes d'arrestations et de détentions arbitraires, alors que d'autres, de nationalité étrangère, se verront refuser le renouvellement de leur visa. Et tout ceci dans le but inavoué de semer la crainte ou du moins la retenue chez tous les autres.

Il est aussi à prévoir que l'Église de Hong Kong perdra une partie de la jeunesse, jugeant désormais l'Église trop timide, trop fuyante et trop conciliante face aux volontés du nouveau maître. D'autres fidèles, dont l'appartenance religieuse est plutôt superficielle, désertent discrètement l'Église tout simplement pour éviter d'être identifiés et fichés comme croyants, et pour ne pas se retrouver en contradiction avec les directives du Parti Communiste, réduisant donc par le fait même la taille des communautés chrétiennes à Hong Kong.



En somme, de sombres jours sont à prévoir pour l'Église de Hong Kong, mais il est à espérer en même temps que l'Église saura y retrouver un mordant évangélique qu'elle avait peut-être perdu au cours de ses années fastes. Sa mission dans les années à venir devra se résumer dans un appel incessant pour les vrais croyants à grandir dans la foi :

- En étant des agents de réconciliation et de paix au milieu de divisions qui seront exploitées au maximum, donc **un appel à être artisan de paix**;
- En témoignant courageusement de leur foi, n'ayant pas peur :
  - De s'opposer audacieusement à toute force du mal, **un appel à être prophète**;
  - De porter leur croix, **un appel à être vrai disciple du Christ**;
  - Et même si nécessaire d'en payer le prix, **un appel au martyr**.
- Et en étant des témoins d'espérance, gardant espoir et foi en l'avenir et en s'opposant à toute forme de découragement et de défaitisme, **un appel à être des porteurs d'espoir**.



L'Église de Hong Kong sera invitée dans les années à venir à répondre à l'appel des Béatitudes, en ne cessant pas de proclamer haut et fort « **Heureux êtes-vous** ».

En terminant, **chers Parents et amis-es**, c'est également ce que j'ai le goût de vous souhaiter pour la nouvelle année à venir « **Heureux êtes-vous si...** »

**Un Joyeux Noël et une Heureuse Année 2021 !**

*Le 1 décembre 2020.*

Grégoire Vignola, Pmé

**P.S.** *Mon adresse de correspondance ainsi que mon courriel sont toujours les mêmes :*

**Adresse : 9 Fl., Flat B, Bo Yan Building, No 1 Horse Shoe Lane, Kwun Tong, Kowloon, Hong Kong**

**Courriel: gorivi752@yahoo.fr**